

ÉDITO -RIAL

Yvanne Chenouf

3

On savait la télévision, les jeux vidéo, les réseaux sociaux soupçonnés de pourrir la jeunesse mais qui aurait pu penser qu'un bain burlesque (*Tous à poils !*)¹ ou qu'une partie de touche-touche entre bambins (*Les Chatouilles*) allait provoquer une telle panique² ? On croyait la censure d'un autre temps quand, par exemple, en 1843, le député Chapuys-Montlville dénonçait les romans-feuilletons de Balzac (« *Au lieu de vivre tout simplement suivant la vieille mode du genre humain sur le sol, au milieu des joies et des labeurs alternatifs de la vie réelle, on vit dans le monde idéal (...), on se met à mépriser l'habit, l'outil, le cabinet, l'étude, la maison de son père, et on n'aspire plus qu'à quitter son modeste patrimoine, pour aller se précipiter dans les hasards et dans les flammes des grandes villes..., dans des fêtes que je ne qualifierai pas et des théâtres dont la licence est proverbiale.* ») ; ou quand dans l'entre-deux guerres, on accusait le cinéma (et ses images en mouvement) de pousser à confondre fiction et réalité et les gangsters des écrans d'enfanter les délinquants ; ou quand, en 1946, 31000 mineurs ayant été jugés par les tribunaux pour enfants (trois fois plus qu'en 1936), magistrats, ecclésiastiques,

travailleurs sociaux, enseignants n'hésitaient pas à dénoncer la place donnée dans la presse aux faits divers, accusant les images de souligner « des détails scabreux ou morbides » et de renforcer les effets toujours prégnants de la guerre sur les esprits. Après avoir observé la presse américaine et après des débats houleux à l'Assemblée, le groupe communiste avait obtenu le vote d'une loi (16 juillet 1949) destinée à lutter contre les mauvaises publications et à promouvoir « les beaux textes du riche patrimoine littéraire de la France et les grandes œuvres de la littérature étrangère ». À la volonté de protéger les enfants s'ajoutait celle de défendre les écrivains français contre l'impérialisme de la presse étrangère.

Quand un lien réciproque semble établi entre l'écrit et l'éthique, deux stratégies se combinent toujours pour protéger les populations vulnérables (le peuple, les femmes et les

¹ ► *Tous à poils !*, Claire Franek & Marc Damiau, Le Rouergue, 2011 ; *Les Chatouilles*, Christian Bruel & Anne Bozellec, Thierry Magnier, 2012 (première parution au Sourire qui mord, 1980).
² ► En février 2014, Jean-François Copé, président de l'UMP, a accusé l'album *Tous à poils !* (entre autres) de promouvoir la lutte des classes à l'école. Voir le texte de Thierry Magnier, éditeur jeunesse, dans *L'Humanité Dimanche*, 27/02 au 5/03/14

enfants) : surveillance à la source (contrôle, régulation par les lois, les discours) et éducation des usagers (développement de bibliothèques sélectives). Plaisir de lire, oui, mais pas n'importe comment et pas avec n'importe quels « livres » ! Car il faut toujours endiguer cette fâcheuse tentation du peuple (des femmes et des enfants) à assouvir son « mauvais goût » inné ! En réalité, le mépris masque mal la crainte de voir ces consommateurs tirer un pouvoir identitaire (et contestataire) à travers des pratiques évidemment immatures. Concernant la jeunesse, le discours se dramatise. Ne sont-ils pas notre avenir ? Alors, les politiciens prétendent prendre le problème en mains, les parents exercer leur responsabilité, l'opinion exiger la moralité, cette façade autoritaire organisant la diversion plutôt que l'analyse. Mais l'Histoire finira toujours par réhabiliter les objets incriminés : si la bande dessinée mais aussi le fantastique, la science-fiction, ont longtemps été accusés de magnifier la force physique au détriment de la force intellectuelle, ces genres tiennent aujourd'hui salon. Domesticés, les *Martine* ou les *Goldorak* d'hier conservent la réputation

sulfureuse nécessaire pour satisfaire le besoin de distinction d'un universitaire ou la nostalgie d'un parent. Plus rien ne reliant ces « œuvres » aux rapports sociaux qui leur ont donné naissance, les voilà devenues « collector ».

Interdire des livres n'est cependant pas chose facile pour les adeptes du libéralisme... Comment en effet justifier la censure quand la démocratie qui « domine » prétend incarner la liberté d'entreprendre, de choisir et de s'exprimer ? Quand le pays est en crise, que les citoyens ne croient plus aux politiques, c'est certainement que l'école a mis les piliers du système, les patrons et les maîtres à poils ! Voilà la cause du malaise... D'un livre, on passe aux livres, puis à la manière de les lire ; à l'éducation. Et le président du premier parti d'opposition de notre pays de tourner, sans rire, les pages de l'album incriminé devant les caméras de télévision, comme n'importe quel adulte devant des bambins. Ici, le ridicule a payé : record de vente pour un ouvrage qui n'en n'espérait pas tant !

La profession (éditeurs, auteurs, prescripteurs...) a évidemment fait bloc, rassurant sur la qualité de la production pour la jeunesse avec des arguments assez homogènes : en gros, cette histoire avait pour but, c'est selon, d'amuser les enfants, de les informer sur les différences corporelles, de les former à la tolérance. Rien sur la valeur esthétique du dessin ou de l'écriture, la pertinence de leur articulation... La littérature de jeunesse a été défendue pour son éthique (affronter ses peurs et ses questions, respecter l'autre) et pour un imaginaire dont le flou met à moindre frais tout le monde d'accord : de quoi rassurer en *ces temps de crise* les acheteurs que sont les familles, rhabiller patrons et maîtresses et chatouiller tout le monde dans le sens d'un poil qu'il faut cacher. Grand bruit sur l'éthique, silence sur l'esthétique ; ce qui compte dans un livre, c'est son (bon) fond. Récupération didactique bien plus sinistre que l'usage qu'en ont fait spontanément les

enfants qui se délectent du sexe mis à nu comme métaphore du pouvoir. Qui n'a pas chanté en chœur, au seuil des vacances : « *Les cahiers au feu, la maîtresse au milieu !* » ? Et qui ne s'est pas délecté de lire que Monsieur le Sous-préfet « *couché sur le ventre, dans l'herbe, débraillé comme un bobème (...) avait mis son habit bas...* » ?

Tout auteur, quoiqu'il s'en défende, cherche quelque chose au cours de son travail d'écriture ; tout lecteur produit lui aussi quelque chose au cours de sa lecture. L'un et l'autre métissent des styles, détournent des références, recréent à partir d'un fonds dynamique d'impressions, de perceptions, de convictions afin d'interpréter le réel grâce à du virtuel et poursuivre la conscience que l'un et l'autre ont d'eux-mêmes et des autres. Rien d'univoque, pour l'un, du cerveau à la page, pour l'autre, de la page au cerveau. Émotions et idées profitent des réseaux qu'elles tissent pour inventer leur originalité et leur

complémentarité nécessaires. Mais cette invention (que le livre soit bon, moins bon ou mauvais) nécessite et génère une implication sensible, une distance interprétative, une reformulation personnelle, toute chose qui ne s'acquiert que dans l'échange avec les autres et par des négociations publiques de sens. Lire, c'est toujours donner un sens à des formes dans un contexte sociopolitique précis et par une analyse symbolique qui n'existe que grâce à des confrontations respectueuses à propos de l'expérience de chacun et de l'univers qu'elle lui permet de concevoir. Qu'on aimerait voir des politiques, des professionnels, des parents, des citoyens s'écharper pour défendre ce plaisir de lire devant des journalistes avides et enthousiastes !

Au moins une chose est sûre : si les puissants étaient persuadés que le monde qu'ils font exister est le bon, ils feraient naturellement confiance au rapport que les enfants ont aux ouvrages de l'esprit. En d'autres termes, une société ne saurait être éducatrice tant qu'elle se sait illégitime. Elle aura toujours besoin de censeurs pour ne pas être effrontément mise à nu ●

